

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEMALVOISINE SYLVAIN (VHU)

606 RUE DU FAUBOURG ST-TIMOTHEE
51230 FERE-CHAMPENOISE

Références : n° D3 i 2024-485
Code AIOT : 0100046513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement DEMALVOISINE SYLVAIN (VHU) implanté 606 RUE DU FAUBOURG ST-TIMOTHEE 51230 FERE-CHAMPENOISE. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une opération commune, pilotée par la gendarmerie de Fère-Champenoise et avec en cosaisine :

- des agents de l'inspection des installations classées (DREAL)
- des agents de l'office français de la biodiversité (OFB)
- des agents de l'URSSAF

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEMALVOISINE SYLVAIN (VHU)
- 606 RUE DU FAUBOURG ST-TIMOTHEE 51230 FERE-CHAMPENOISE
- Code AIOT : 0100046513
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une installation non connue de l'inspection car réputée irrégulière.

Thèmes de l'inspection : Déchets et véhicules hors d'usage (VHU)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/05/2024, article Annexe R.122-2	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est illégale pour les activités de :

- d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage (VHU) ;
- de regroupement de déchets dangereux.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régularisation sa situation administrative, dans un délai de 12 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/05/2024, article Annexe R.122-2
Thème(s) : Illégaux, Rubrique ICPE 2712 - VHU
Prescription contrôlée : Toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à enregistrement adresse, dans les conditions de la présente sous-section, une demande au préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée. <u>Rubrique ICPE n°2712 : VHU</u> Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² (E GF) <u>Agrément VHU :</u> Article 3 de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 : « L'agrément est délivré par le préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, après avis du conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, pour une durée maximale de six ans renouvelable. [...] » <u>Rubrique ICPE n°2718 : déchets dangereux</u> Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux [...] 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (A)
Constats : Sur place, l'inspection a constaté l'existence d'une activité d'entreposage, de démontage et de pressage de véhicules hors d'usage (47 véhicules identifiés, avec une moyenne de 7,5 m ² /véhicule), sur une superficie d'environ 400 m ² de véhicules sur les parcelles AD 0352, 0354, 0355, 0356, 0359, 0360, 0361 et 0362 de la commune de Fère-Champenoise. Cette activité relève de la rubrique ICPE n°2712-1 : <i>«2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</i> <i>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m² (régime de l'enregistrement avec constitution de garanties financières). [...] ».</i> De plus, l'exploitant ne dispose pas d'un agrément VHU pour son activité (agrément VHU demandé par l'article 3 de l'arrêté ministériel 02/05/2012. L'inspection a également constaté sur ces mêmes parcelles, des activités de regroupement de déchets dangereux : bidons vides de produits phytosanitaires et d'autres remplis de produits chimiques (soude, acétone, GNR, fuel, etc.), de bouteilles de gaz, etc. La quantité de déchets

<p>présents sur le site est estimée comme supérieure à 1 tonne. Cette activité relève de la rubrique ICPE n°2718 :</p> <p>« 2718-1. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux [...] »</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (A) ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régularisation sa situation administrative, dans un délai de 12 mois.</p> <p>La régularisation peut se faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par le dépôt d'un dossier en vue de régulariser la situation existante (peu de chance d'aboutir car le Plan Local d'Urbanisme de la commune interdit ce type d'activité (zone Nf = ICPE interdite) et l'article 5 de l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales du 26/11/2012 impose une distance de 100 m avec les tiers. - par le dépôt d'un dossier de cessation d'activité, conforme à l'article L.512-6-1 du Code de l'environnement.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>